

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté N° IC-24-161

prescrivant des mesures d'urgence

société ALTERNAE à GENICOURT

**Le Préfet du Val d'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 511-1, L. 512-20 et R. 512-69 ;

Vu le décret du Président de la République du 9 mars 2022 nommant M. Philippe COURT, préfet du Val-d'Oise (hors classe) ;

Vu le décret du Président de la République du 16 septembre 2022 nommant Mme Laetitia CESARI-GIORDANI, en qualité de secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise, sous-préfète de Pontoise ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 avril 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 janvier 1988 modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 4 janvier 2005, 21 avril 2009 et 29 mars 2017, réglementant les installations classées du site exploité par la société ALTERNAE sur le territoire de la commune de GENICOURT – Lieudit « Saint-Mellon » ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 23-054 du 20 septembre 2023 donnant délégation de signature à Mme Laetitia CESARI-GIORDANI, secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise et sous-préfète de Pontoise ;

Vu l'arrêté préfectoral de mesure d'urgence n° IC-24-149 du 13 novembre 2024 pris suite à l'incendie survenu à cette même date sur le site de la société ALTERNAE à GENICOURT ;

Vu les rapports de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT) d'Île-de-France des 13 novembre 2024, 20 novembre 2024, 27 novembre 2024 et 17 décembre 2024 ;

Vu les justificatifs transmis par la société ALTERNAE concernant le nettoyage et la remise en état du silo suite aux deux premiers incendies des 13 novembre 2024 et 23 novembre 2024 ;

Vu les actions correctives prises par l'exploitant suite à l'incendie du 13 novembre 2024, notamment la communication auprès des agriculteurs et les consignes passées concernant l'état du maïs à sécher ;

Considérant les trois incendies qui se sont déclarés successivement les 13 novembre 2024, 23 novembre 2024 et 17 décembre 2024 sur le séchoir « LAW » n° 2 de la société ALTERNAE à GENICOURT ;

Considérant la fausse alerte du 21 novembre 2024 qui a conduit à l'appel des services de secours et qui n'est finalement pas liée à un départ de feu ;

Considérant le déploiement de moyens conséquents par le service départemental d'incendie et de secours du Val-d'Oise lors des sinistres ;

Considérant que l'Inspection des installations classées s'est déplacée sur le site exploité par la société ALTERNAE à GENICOURT les 13 novembre 2024 et 17 décembre 2024 dans le cadre d'inspections réactives ;

Considérant que suite aux deux premiers incendies des 13 novembre 2024 et 23 novembre 2024, l'exploitant a indiqué avoir remis en état son silo et avoir pris des mesures correctives afin d'éviter de nouveaux accidents ;

Considérant la récurrence des incendies sur le séchoir « LAW » n° 2 nécessitant d'identifier de manière approfondie les différentes causes techniques et organisationnelles de ces événements afin d'éviter un nouveau sinistre ;

Considérant la prescription par arrêté préfectoral du 13 novembre 2024 susvisé de la révision de l'étude de dangers de l'établissement ;

Considérant qu'il convient de préserver les intérêts visés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement, et par conséquent de prescrire en urgence les dispositions nécessaires permettant de garantir la sécurité des biens et des personnes, en application de l'article L. 512-20 du code de l'environnement ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1 : Respect des prescriptions

La société ALTERNAE est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour son établissement situé sur la commune de GENICOURT – Lieudit « Saint-Mellon ».

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des arrêtés préfectoraux antérieurs sauf si les prescriptions du présent arrêté sont plus contraignantes.

Article 2 : Suspension de l'activité de séchage de grains des séchoirs de l'installation « LAW »

L'exploitation des installations de séchage nommées séchoirs « LAW » n° 1 et « LAW » n° 2 et leurs annexes sont suspendues provisoirement à compter de la date de notification du présent arrêté. Durant cette suspension d'activité, les installations sont mises en sécurité.

Article 3 : Remplissage des réserves d'eau d'extinction

L'exploitant s'assure dans un délai de deux jours à compter de la date de notification du présent arrêté de disposer d'un volume de 240 m³ de réserve d'eau incendie sur le site qu'il exploite sur le territoire de la commune de GENICOURT.

Article 4 : Suspension de l'activité de séchage de grains des séchoirs de l'installation « ROULIN »

L'exploitation des installations de séchage de l'installation « ROULIN » est suspendue à compter de la date de notification du présent arrêté jusqu'au respect des dispositions de l'article 3 du présent arrêté.

Article 5 : Évacuation des déchets et mise en sécurité

Les déchets issus de l'incendie sont stockés dans des conditions permettant d'éviter les envols et les infiltrations dans le sol.

L'exploitant s'assure de l'évacuation de tout le maïs dont les niveaux d'humidité ne permettent pas leur conservation sur une longue période et qui n'a pu être séché au sein de l'établissement ALTERNAE de GENICOURT.

L'exploitant assure la traçabilité de ces déchets et en conserve les justificatifs à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 6 : Remise du rapport d'accident

L'exploitant transmet **dans un délai n'excédant pas quinze jours** à compter de la date de notification du présent arrêté le rapport d'accident prévu à l'article R. 512-69 du code de l'environnement.

Ce rapport précise notamment les circonstances et les causes de l'incendie, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Article 7 : Surveillance du site

L'exploitant met en place une surveillance permanente par du personnel pendant toute la durée de gestion de l'accident, des levées de doute et de la mise en sécurité des installations.

Dans un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté, l'exploitant fait réceptionner les réserves d'eau incendie de son établissement par le service départemental d'incendie et de secours du Val-d'Oise. Il s'assure dans le même délai de la remise en état de ses réserves incendie.

Article 8 : Mise à jour de l'étude de dangers

La disposition de l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2024 susvisé est abrogée et remplacée par la prescription suivante :

« L'exploitant met à jour son étude de dangers pour tenir compte du retour d'expérience des incendies des 13 novembre 2024, 23 novembre 2024 et 17 décembre 2024 et de la fausse alerte du 21 novembre 2024. »

Article 9 : Mise à jour du plan d'intervention

La disposition de l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2024 susvisé est abrogée et remplacée par la prescription suivante :

« L'exploitant met à jour ses procédures d'intervention, prévues à l'article 11 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé, pour tenir compte du retour d'expérience des incendies des 13 novembre 2024, 23 novembre 2024 et 17 décembre 2024 et de la fausse alerte du 21 novembre 2024. »

Article 10 : Reprise de l'activité des séchoirs de l'installation « LAW »

L'activité de séchage de l'installation « LAW » ne reprend qu'après accord explicite du préfet du Val-d'Oise au regard du respect des dispositions du présent arrêté et des arrêtés d'exploitation applicables.

Cet accord est subordonné à la transmission de :

- la mise à jour de l'étude de dangers complète et régulière, conformément à l'article 6 du présent arrêté ;
- la mise à jour des procédures d'intervention, conformément à l'article 7 du présent arrêté ;
- la transmission des rapports de visites de risques menées par l'assureur, le cas échéant ;
- les éléments relatifs à la remise en état du séchoir LAW n° 2 endommagé comprenant des justificatifs, dont des photos, explicitant et détaillant les actions correctives menées ;

- les rapports de nettoyage des deux séchoirs LAW, comprenant des photos, explicitant et détaillant les actions de nettoyage menées.

Article 11 : Sanctions

Faute de se conformer aux dispositions du présent arrêté, et indépendamment des poursuites pénales, l'intéressé est passible des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 12 : Frais

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la société ALTERNAE.

Article 13 : Délai et voies de recours

Conformément aux dispositions de l'article R. 514-3-1 et R. 181-51 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de CERGY-PONTOISE (2/4 boulevard de l'Hautil – B.P. 30322 – 95027 CERGY-PONTOISE Cedex) :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Article 13 : La secrétaire générale de la préfecture, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France – Unité départementale du Val d'Oise et le maire de GENICOURT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Cergy , le

17 DEC. 2024

Le préfet,


Philippe COURT

